



Article court: Les enjeux d'accès aux terrains criminologiques au Nouveau-Brunswick : le cas de deux projets en milieu (semi) rural

Madeline Lamboley¹, Marie-Pier Rivest² et Véronique Chadillon-Farinacci¹

¹ Département de sociologie et de criminologie de l'université de Moncton

² École de travail social de l'université de Moncton

Contact : madeline.lamboley@umoncton.ca

Résumé

Cet article explore les défis associés à l'accès aux terrains criminologiques au Nouveau-Brunswick à travers deux projets de recherche distincts. Le premier projet examine le travail du sexe dans cette province, alors que le second analyse les enjeux de cohabitation sociale à Moncton, l'une des villes à la croissance la plus rapide au pays. Le Nouveau-Brunswick, une province majoritairement rurale et l'une des plus pauvres du Canada, présente des défis uniques pour les chercheurs en criminologie, en particulier en ce qui concerne le recrutement des personnes participantes et l'accès aux données. Les obstacles incluent la sensibilité des sujets étudiés, les difficultés géographiques, et la méfiance des parties prenantes. Ces défis ont nécessité l'adoption de stratégies méthodologiques innovantes pour surmonter les obstacles et obtenir des données fiables. L'article met en lumière l'importance d'adapter les approches de recherche aux contextes locaux et de répondre aux réalités précises des populations étudiées

Mots clés

Criminologie, travail du sexe, cohabitation sociale, méthodes mixtes, ruralité

The Challenges of Accessing Criminological Fieldwork in New Brunswick: The Case of Two Projects in (Semi) Rural Areas.

Abstract

This article explores the challenges of accessing criminological research fields in New Brunswick through two distinct research projects. The first project investigates sex work in the province, while the second examines social cohabitation issues in Moncton, one of the fastest-growing cities not only in the province of New Brunswick, but also, in all of Canada. New Brunswick, a predominantly rural province and one of the poorest in Canada, presents unique challenges for criminological researchers, particularly regarding participant recruitment and data access. Challenges include the sensitivity of the topics studied, geographical difficulties, and stakeholder distrust. These obstacles required innovative methodological strategies to overcome barriers and obtain reliable data. The article highlights the importance of adapting research approaches to local contexts and addressing the specific realities of the studied populations.

Keywords

Criminology, sex work, social cohabitation, mixed methods, rurality

Citation : Lamboley, M., Rivest, M-P. et Chadillon-Farinacci, V. (2025) Article court: Les enjeux d'accès aux terrains criminologiques au Nouveau-Brunswick : le cas de deux projets en milieu (semi) rural. *Criminologie, Forensique et Sécurité*, 3 (2): 6015.

Introduction

Le Nouveau-Brunswick est une province du Canada caractérisée par une majorité de territoires ruraux et un taux de pauvreté élevé (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2017). En dehors de ses trois centres urbains, Moncton, Fredericton et Saint-Jean, la province est marquée par une grande dispersion géographique et une densité de population relativement faible, avec 10,9 habitants par kilomètre carré. La recherche criminologique en français au Nouveau-Brunswick est aussi relativement récente. Cet aspect pose plusieurs enjeux en ce qui a trait notamment au recrutement des personnes participantes. Il incite les chercheurs à développer des stratégies afin de surmonter ces obstacles.

Dans cet article, nous présenterons les défis liés à l'accès aux terrains criminologiques à partir d'expériences vécues dans deux projets de recherche distincts. Le premier projet s'est intéressé aux réalités entourant le travail du sexe au Nouveau-Brunswick, un phénomène peu étudié dans cette province. Le deuxième projet a étudié les défis de la cohabitation à Moncton, une ville en pleine croissance qui traverse des transformations socioéconomiques liées à l'urbanisation, lesquelles influencent les expériences et le rapport aux espaces. Nous débuterons en présentant brièvement les particularités de chacun de ces projets, pour ensuite aborder les enjeux d'accès au terrain auxquels nous ont confrontés ces deux projets.

Entre la sensibilité des sujets abordés, l'éloignement géographique des services, ou encore la méfiance tant des organisations que des personnes dites marginalisées, les défis ont été multiples pour recruter les échantillons dans le cadre de ces deux projets de recherche. Ces défis de recrutement nous ont amenées à utiliser une variété de procédures d'échantillonnage et à faire preuve de créativité, ce que nous présenterons plus en détail.

Particularités des projets de recherche à l'étude

Projet Coexistence des problématiques et vulnérabilités sociales : Le cas des femmes francophones au Nouveau-Brunswick

Le projet Coexistence des problématiques visait à explorer les besoins en intervention psychosociale des femmes impliquées dans le travail du sexe, souvent en coexistence avec la consommation de drogues ou des troubles de santé mentale. Ces femmes, faisant partie de la population la plus pauvre du Nouveau-Brunswick, sont confrontées à une stigmatisation importante et à des conditions de vie précaires. Les recherches sur le travail du sexe sont généralement concentrées dans les grands centres urbains canadiens, comme Montréal, Toronto ou encore Vancouver, laissant une lacune importante pour les régions rurales comme le Nouveau-Brunswick. Seules Jeffrey et MacDonald (2011), dans leur recherche sur les travailleuses du sexe dans les provinces de l'Atlantique, mettent en exergue le fait que cette vulnérabilité économique peut entraîner certaines d'entre elles à œuvrer dans le travail du sexe afin de générer de l'argent rapidement pour subvenir à leurs besoins de base et ceux de leurs enfants, le cas échéant.

Les objectifs de ce projet étaient de : 1) documenter les expériences personnelles des femmes impliquées dans le travail du sexe et

identifier leurs besoins en termes d'intervention; 2) comprendre comment ces besoins sont perçus par les intervenants sociaux; et 3) comparer les perceptions des femmes et des intervenants.

Pour ce faire, nous avons privilégié une démarche qualitative centrée sur le concept des sois possibles (Markus et Nurius, 1986) et l'intersectionnalité (hooks, 1984; Crenshaw, 1991) afin de brosser un portrait complexe du travail du sexe au Nouveau-Brunswick en interviewant à la fois des femmes travailleuses du sexe et des intervenant.es. Les 15 femmes interviewées ont participé à un entretien de type narratif inspiré du Life Story Interview de McAdams (2008) et à un entretien visant à identifier les souhaits et les craintes des femmes en lien avec leurs sois possibles (version adaptée du Possible Selves Mapping Interview) (Sheppard et Marshall, 1999). Le recrutement des femmes a été facilité par une variété de procédures d'échantillonnage, que ce soit le tri expertisé qui consiste à faire appel à des experts pour rejoindre la population en question, la méthode boule de neige qui consiste à demander à une personne interviewée d'en proposer une autre (limite de deux recrues possibles par répondante), et enfin nous avons également eu recours au recrutement sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram), sur des sites comme Craigslist, ou encore en apposant des affiches sur la rue. Le protocole d'entretien des sois possibles a aussi été utilisé avec 26 intervenant.es provenant de différents milieux (services sociaux, santé, police et communautaire) à travers le Nouveau-Brunswick ayant participé à ce projet.

Projet Entre perceptions et réalités : une étude mixte sur les enjeux de cohabitation sociale à Moncton

Le projet Cohabitation s'intéresse aux enjeux de cohabitation sociale dans la ville de Moncton, une ville en pleine expansion, marquée par des transformations socioéconomiques importantes dans les dernières années. Par ailleurs, en 2022, la région métropolitaine de Moncton a enregistré la plus forte croissance démographique parmi toutes les grandes régions urbaines du pays, avec une augmentation de 5,3 %. C'est plus du double de la moyenne nationale, qui s'élève à 1,8 % pour la même période (Statistique Canada, 2023). Cette expansion urbaine a mis en lumière des problèmes liés au logement, aux inégalités sociales, et à la sécurité, alimentant des perceptions d'insécurité croissante. Nous avons voulu explorer les écarts entre la criminalité perçue et la criminalité réelle, ainsi que les perceptions des divers acteurs locaux, comme les interventions qui travaillent auprès des populations marginalisées. Dans ce projet, la criminalité « réelle » correspond à la criminalité « identifiable », soit à travers les réponses des personnes dans un sondage anonyme, soit par les crimes signalés à la police. Cette criminalité identifiable se distingue des perceptions de criminalité, car elle concerne des incidents concrets qui se sont réellement produits et non des impressions ou sentiments généraux sur la sécurité.

Les objectifs de cette étude étaient de : 1) analyser le degré de concordance entre la criminalité déclarée (« identifiable ») et perçue ; 2) identifier les facteurs expliquant les écarts entre les perceptions et la réalité; 3) recueillir les perceptions des résidents sur les désordres physiques et sociaux de leur quartier; 4) évaluer les perceptions des actes criminels dans leur environnement; et 5) comparer ces perceptions entre différentes parties prenantes. Une méthodologie mixte a été employée, combinant des questionnaires cartographiques où certaines données étaient géolocalisées, des observations et des

entretiens avec des représentants communautaires et des personnes en situation de vulnérabilité socioéconomique.

À ces fins, nous avons privilégié une méthodologie mixte afin de saisir des données tant objectives, comme la victimisation déclarée, que subjectives, telles que les perceptions, les expériences et les opinions. Le volet quantitatif du projet nous a amenés à développer un questionnaire cartographique invitant les personnes vivant, travaillant ou étudiant dans la région de Moncton à identifier des zones d'insécurité dans la ville de Moncton et à s'exprimer dans ces zones selon des incidents vécus ou en qualifiant de différentes façons leurs rapports à ces espaces. Le volet qualitatif du projet comprenait des observations, des entrevues avec des partenaires communautaires, et des entretiens cartographiques (*walk-along*). Les observations ont été effectuées par 50 étudiant.es dans un cours de criminologie afin d'observer certains lieux identifiés dans la croyance populaire comme étant problématiques au niveau de la cohabitation et de la sécurité. Ces lieux incluent la rue St-George où se situe le « red light » de la ville; quelques parcs adjacents au centre-ville qui sont reconnus pour leur présence de personnes qui dorment en ces lieux et qui utilisent des drogues, et des quartiers qui ont fait l'objet d'attention médiatique concernant une perception croissante de sentiment d'insécurité chez les habitant.es. Cette méthode nous fournit des données contextuelles sur les lieux qui peuvent avoir été mentionnés dans les autres volets du projet. Les lieux observés incluent des rues et des quartiers connus pour la présence d'itinérance et de personnes qui consomment des drogues, la Bibliothèque publique de Moncton, quelques commerces du centre-ville (rues Main, Mountain, John, etc.) où semblent graviter des personnes qui sont en situation d'itinérance, de pauvreté ou de précarité. Nous avons aussi effectué des entretiens avec 9 représentant.es d'organismes communautaires venant en aide à des populations vulnérables sur le plan socioéconomique. Ces participant.es ont été recrutés suite à une invitation envoyée dans nos réseaux professionnels. Nous avons voulu savoir comment iels perçoivent les enjeux de cohabitation, comment ils décrivent la relation entre leur organisme et le voisinage, les besoins des personnes qui fréquentent leurs services et les interventions à prioriser afin d'alléger les enjeux de cohabitation. Finalement, nous avons rencontré 18 personnes faisant partie de groupes identifiés comme étant « marginalisés » (itinérant.es, travailleuses du sexe, en situation de pauvreté, personnes judiciairisées, etc.) et plus difficiles à rejoindre, afin de comprendre les enjeux qu'ils et elles rencontrent dans leur quotidien, tout en recueillant des données cartographiques. Ces participant.es ont été recruté.es par affichage à la Bibliothèque publique de Moncton, un des endroits les plus fréquentés par les personnes en situation d'itinérance et de vulnérabilité socioéconomique. Les participant.es étaient invité.es tout au long de l'entretien à se référer à une carte de la ville de Moncton afin d'identifier des endroits qui leur sont significatifs. Nous voulions comprendre leur rapport à l'espace, les endroits qui leur sont importants, et la manière qu'ils et elles perçoivent les enjeux de cohabitation.

Enjeux d'accès au terrain : sujets sensibles, questions pratiques et de calendrier

Bien que les projets soient distincts quant à leurs objectifs et méthodologies, il s'est avéré que plusieurs enjeux d'accès au terrain étaient analogues. Les principaux enjeux étaient liés à la sensibilité du sujet à l'étude, aux interactions avec les personnes intervenantes et les autorités, ainsi qu'à l'isolement géographique tant des services

que des communautés à rejoindre. Bien que ces enjeux ne soient pas spécifiques au Nouveau-Brunswick, la ruralité de la province vient les exacerber.

Les sujets sensibles et l'impact sur le recrutement

L'un des principaux défis pour ces projets de recherche est la sensibilité des sujets abordés. Le travail du sexe, par exemple, est un sujet tabou, particulièrement dans les petites communautés où la confidentialité et l'anonymat peuvent dissuader les participantes et participants potentiels. Quant au projet sur la cohabitation sociale, les personnes participantes au *walk-along* étaient généralement des personnes dites marginalisées aux prises, quelques fois, avec des problématiques multiples, comme l'itinérance, la consommation de drogues, des troubles de la santé mentale, etc. Ces conditions s'inscrivant parfois dans un mode de vie d'être peuvent être concomitantes. Ce tabou crée des obstacles significatifs pour la collecte de données et le recrutement des participantes. Les personnes participantes potentiellement intéressées étaient souvent réticentes à partager leurs expériences en raison de la crainte d'être stigmatisées, voire encore plus stigmatisées (Levac, 2022), reconnues dans leur communauté ou même que leur situation est dévoilée. La confidentialité est un enjeu dans les plus petites communautés où tout le monde connaît tout le monde; la peur du « qu'en-dira-t-on ? » reste forte.

Les enjeux reliés aux milieux de pratique

Outre les sujets abordés, les interactions avec les intervenants et les autorités ont également posé des défis, notamment en raison de leur méconnaissance des problématiques étudiées, de la méfiance, voire de l'inertie des autorités. Les échanges ont souvent révélé un manque de réactivité des autorités, avec une tendance à rester inactives lorsqu'il s'agit de donner suite aux discussions, que ce soit par courriels ou lors de rencontres. Même après trois ans de suivi régulier, les conversations reprennent périodiquement comme si elles n'avaient jamais eu lieu. Certaines personnes intervenantes ne reconnaissaient pas les enjeux liés au travail du sexe ou bien les niaient, ce qui compliquait l'accès aux informations nécessaires. Cette méconnaissance ou non reconnaissance de certaines problématiques criminologiques fait en sorte que plusieurs soutiennent que la ou les problématiques en question n'existent pas. De plus, à plusieurs reprises, nous avons aussi dû expliquer la légitimité de notre démarche de recherche. Par exemple, les services de police d'une ville croyaient que notre démarche (placer des affiches dans des lieux publics) était une couverture pour faire du recrutement en vue de la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle. De tels malentendus ont parfois entravé la collaboration.

Dans certains secteurs plus ruraux où il n'existe pas de services spécialisés pour les personnes effectuant le travail du sexe, peu d'organismes étaient ouverts à une discussion concernant les travailleuses du sexe, plusieurs niant l'existence même du travail du sexe dans la région, et ce, même si leur clientèle compte des travailleuses du sexe dans les faits. Bien que ces propos puissent paraître aprioristiques, il reste que les résultats de ce projet en particulier, relatent que plusieurs personnes intervenantes s'attendaient à un stéréotype observable de tenues osées, d'endroits précis où les travailleuses du sexe se retrouvent, notamment dans la rue qui est la forme la plus connue, mais pas nécessairement la plus courante, surtout en contexte rural. Les personnes intervenantes ont tendance à résumer le travail du sexe uniquement à cette forme alors qu'il

- McAdams, D. P. (2008). *The life story interview*. Evanston, Illinois : The Foley Center for the Study of Lives, Northwestern University. Repéré http://psychologia.pl/mikk/4621%20METOD_COMM%20APS/dodatki/LifeStoryInterview.pdf
- Markus, H., & Nurius, P. (1986). Possible selves. *American psychologist*, 41(9), 954-969.
- Shepard, B., & Marshall, A. (1999). Possible Selves Mapping : Life-Career Exploration with Young Adolescents. *Canadian Journal of Counselling*, 33(1), 37-54.
- Statistique Canada. (2023). *Estimations démographiques annuelles: Régions infraprovinciales, 1er juillet 2022* (91-214-X; p. 49). Centre de démographie.